

suppriment, tronquent et défigurent d'autres données beaucoup plus importantes, en ce qu'elles font connaître d'une façon plus complète la prospérité du pays."

C'est de cela que nous nous plaignons et, avant de reprendre mon siège, je crois que je pourrai démontrer que c'est là une plainte assez fondée. Pour ma part, lorsque j'ai adressé la parole dans ce parlement et dans les différentes parties de la confédération, j'ai toujours déclaré que ce pays avait progressé sous certains rapports, qu'il était impossible qu'une population de bien près de 5,000,000 d'habitants, disposant de très près de la moitié d'un continent, n'augmentât pas et ne fit pas de progrès sous certains rapports ; mais ce que j'ai dit, et ce que je répète aujourd'hui, c'est que ce progrès a été tout à fait d'un seul côté, c'est que ce progrès a été inégal, c'est que—et cela, sur une immense échelle—it a été un simple déplacement de richesse et qu'il n'a pas créé de fortune ; ce que je dis, c'est que, si vous prenez nos anciennes provinces, l'Île-du-Prince-Edouard, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, Ontario et Québec, malgré toutes les données statistiques tendant à prouver qu'une certaine partie de la population s'est enrichie aux dépens de l'autre et que quelques individus sont devenus millionnaires, des milliers et des dizaines de milliers de citoyens touchent à la limite du paupérisme ; et, bien que, dans certaines parties du pays, il y ait eu progrès d'une façon partielle, incertaine et irrégulière, cependant, prenant ces cinq anciennes provinces et faisant un compte équitable et honnête du débit et du crédit et établissant une comparaison entre l'augmentation des dettes de tout genre et l'augmentation de la soi-disant prospérité dont parle l'honorable monsieur, je suis prêt à prouver que, pendant les douze dernières années, sous ce régime soi-disant prospère, la richesse collective de la population des cinq anciennes provinces n'a pas augmenté d'un centin.

Voilà ce que je déclare et, ce que je dis là, je suis prêt à le prouver par le menu. Je suis parfaitement prêt à admettre qu'une demi-douzaine de cités et de villes, dans ces cinq grandes provinces, ont augmenté en population et en richesse, mais cent villes et villages, méritant également les égard et la protection du gouvernement, et méritant également les égard et la protection de cette chambre, ayant, réunis, une population tout aussi forte et ayant collectivement tout autant d'importance pour le bien-être de ce pays, sont stationnaires ou rétrogrades ; et, si vous tenez compte de la dépréciation de la valeur de la propriété dans toutes ces villes et dans tous ces villages auxquels j'ai fait allusion, vous constaterez que la dépréciation absolue, réelle, de la valeur de la propriété dans ces endroits compense l'augmentation de la valeur de la propriété dans les quelques localités privilégiées dont j'ai parlé. Nous prétendons que c'est là la tendance de la politique du gouvernement. Il y a aujourd'hui, je vous le concède, douze fois autant d'hommes très riches au Canada qu'il y en avait sous le régime-Mackenzie, et il y a aussi, dans les différentes parties du Canada, mille fois autant d'hommes qui touchent à la misère, et cela, grâce à cette même politique. Voilà notre position au sujet de ces matières. Permettez-moi de dire au ministre de la Justice que c'est une très grande erreur de confondre les preuves de l'augmentation de la dette avec les preuves de l'augmentation de la richesse.

SIR RICHARD CARTWRIGHT.

Un grand nombre de faits sur lesquels il se base, un grand nombre des faits qu'il a cités sont simplement des preuves, non pas que la richesse de la population a augmenté, mais qu'il y a eu déplacement de fortune, que certaines parties de la population, peut-être, sont plus riches et que certaines autres parties sont plus pauvres. Ce n'est pas faire la meilleure preuve possible de l'augmentation de la richesse de la population que de nous dire qu'il y a, aujourd'hui, au Canada, un grand nombre de personnes qui ont des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne du gouvernement, ou, en d'autres termes, que, dans un pays comme le Canada, jeune pays possédant une étendue illimitée de terres fertiles, qui devrait offrir aux capitalistes des encouragements sans nombre à y faire des placements avantageux, il y a une quantité extraordinaire de personnes qui sont obligées ou se contentent de recevoir trois ou quatre pour cent d'intérêt sur l'argent dont-elles disposent, au lieu de chercher des placements permanents.

Cette question a deux aspects, M. l'Orateur. Il est bon d'avoir de l'argent dans les banques, ou dans les caisses d'épargne du gouvernement, mais cela tend à démontrer ceci—et l'expérience de tous ceux qui siègent à mes côtés et des honorables députés de la droite confirmera la chose—c'est qu'il y a, au Canada, un nombre immense de gens qui, en effet, ont très peu de confiance en l'avenir du pays. Allez, aujourd'hui, dans une ville canadienne de quelque importance. Mettez à l'enchère les terres, mettez à l'enchère des propriétés de ville ou de village et, bien que vous trouviez dans les banques établies dans les villes des centaines de mille dollars, vous rencontrerez à peine un homme prêt à se présenter et à acheter la propriété pour cinquante, quarante ou même trente pour 100 de la valeur qu'elle avait il y a quelques années. L'honorable premier ministre pourrait tout aussi bien dire à cette chambre que l'enregistrement d'un nombre d'hypothèques beaucoup plus considérable que celui d'il y a dix ans, est une preuve étonnante de l'augmentation de la propriété du peuple de ce pays. A l'appui de cette preuve de l'augmentation de la prospérité et de la richesse, l'honorable monsieur pourrait, s'il le désirait, obtenir des données statistiques suffisantes et, si le défi que j'ai lancé en cette chambre il y a quelques années avait été accepté, si le renseignement que j'ai demandé m'avait été procuré, si l'on avait employé une légère somme dans le but d'obtenir les chiffres nécessaires, l'on aurait fourni au pays des documents qui auraient au moins ouvert les yeux à un grand nombre d'agriculteurs et qui auraient contribué dans une large mesure à prouver la véritable étendue de la prospérité dont ils ont joui sous le régime bienfaisant des honorables membres de la droite.

Si la chose était possible, je serais heureux de corroborer la déclaration faite par le ministre de la Justice et ses collègues, savoir : que le Canada est aujourd'hui un des pays les plus prospères du monde, car je m'intéresse fortement au bien-être de la Confédération ; je m'y intéresse tout autant que n'importe lequel des honorables membres de la droite ; mais je ne puis pas le faire, pour la simple raison que mon expérience de tous les jours et de toutes les heures contredit tous les énoncés faits par ces honorables messieurs, tout comme le ferait l'expérience de tous les jours et de toutes les heures d'un grand nombre de membres de la droite, s'ils vou-